

Quelques nuances de jaunes...

A la fin de l'année 2018, un mouvement social inédit a déboulé avec fracas - surtout en France -, celui dit des « Gilets jaunes ». Les observateurs les plus avisés de l'actualité sociale n'avaient rien vu venir. En apparence, aucun signe annonciateur... si ce n'est la colère accumulée au quotidien.

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Auto-boulot-dodo. Impression de ne servir à rien. En dehors du travail, ne parler à personne. Deux heures de trajet. Même chose pour le retour. Je ne sers à rien. Le loyer avale mes revenus. Des prêts à rembourser. Soins médicaux reportés. Fins de mois difficiles dès le 25, puis le 20, le 15... Tout compter. Dire non aux enfants. Des loisirs, n'y pensons pas. Demander l'étalement des factures. Peur de ne pas tenir... Et payer le carburant toujours plus cher, pour aller travailler. Travailler pour emplir le réservoir, pour aller travailler... Une chaîne infernale en guise de détonateur et, subitement, ça suffit ! Accumulée depuis des mois, des années, et même des décennies, la colère explose fin 2018.

Comme souvent lors des mobilisations sociales, le mouvement des Gilets jaunes a surpris, une goutte de taxation faisant déborder le vase de la résignation et de l'abnégation quotidiennes. Des blocages de rond-points se mettent en place pour sensibiliser la population. Bloquer ou ralentir l'économie d'un Etat est, historiquement, un excellent moyen d'attirer l'attention des dirigeants sur le niveau de ras-le-bol atteint. Avec ces actions, couplées aux manifestations du samedi, semaine après semaine le mouvement social s'est ensuite installé dans la longueur...

Comment l'aborder ?

Tel que dans les conversations de la vie quotidienne, des discussions ont eu lieu en réunion de rédaction sur le mouvement des Gilets jaunes ; même pour une revue sociale telle que la nôtre, les avis y étaient nuan-



cés. Faut-il en parler ? Le mouvement est surtout français, or nous traitons essentiellement des politiques sociales belges... Pourtant, ça se mobilise aussi en Belgique et les scandales sociaux sont identiques. Qui sont les gens mobilisés sur le terrain ? Certains expriment des propos parfois douteux... Pourtant, les motivations sont légitimes. Cette rage anti-taxation et anti-impôts n'est-elle pas incompatible avec une défense de services publics forts et une Sécurité sociale vraiment protectrice... ? Voilà brièvement quelques éléments de discussion, qui mèneront au consensus sur un point : pour une revue traitant des mobilisations sociales en ses pages, passer un tel mouvement sous silence serait simplement inconcevable.

Notre rythme de parution ne permet pas de réagir à chaud à l'actualité, il nous a donc semblé pertinent, avec un léger recul de quelques mois, d'aborder ces événements dans une perspective historique plus large des mouvements sociaux. Pour ce faire, nous avons profité du passage par Bruxelles de l'historien et sociologue Gérard Noiriel. (1) Cet auteur a publié à la fin de 2018 un livre dont le titre est *Une histoire populaire de la France*. Sous-titré *De la guerre de Cent Ans à nos jours*, l'ouvrage a paru quelques semaines avant le déclenchement du mouvement des Gilets jaunes, ce dernier développant dès lors un chapitre inédit dans les rues de France.

L'entretien intitulé « *Les explosions sociales surprennent toujours les élites* » ↗

Dès le début du mouvement, les personnes se mobilisent au bord des routes pour sensibiliser les usagers de la route.

⇒ - lire en page 12 - est ici précédé d'un balisage, sous forme de pistes de réflexions en compagnie de quelques acteurs des mouvements sociaux.

Lutter contre les inégalités sociales, oui mais... pas avec tout le monde ?

Dès le début des manifestations des Gilets jaunes, des réflexions ont porté sur l'identité des personnes mobilisées. « Un peu de tout » nous disait-on... Sur les rond-points où le mouvement se cristallisait, une grande hétérogénéité parmi les manifestants était en effet de rigueur. D'un lieu à l'autre, d'un jour à l'autre, ou même à des moments différents de la journée, les discours marquaient de grandes divergences idéologiques. Si les difficultés de se forger un avis sont réelles, il faut cependant souligner les efforts déployés par la presse pour discréditer le mouvement ; un effort partagé, bien entendu, par les représentants politiques au pouvoir. En janvier 2019, le président français évoquait « 40.000 à 50.000 militants ultras dans les défilés de Gilets jaunes et mettait en garde contre ces violences orchestrées par les extrêmes ». Une affirmation démentie par ses propres services de renseignements, qui dressaient au même moment un constat inverse : « L'ultradroite et l'ultragauche seraient quasi inexistantes au sein des cortèges. » (2)

risé le glissement vers les discours racoleurs de l'extrême droite. Dans le contexte français, nous savons à quel point la baisse d'influence du Parti communiste, dans les régions les plus touchées par le chômage, a ouvert la voie à des succès électoraux du Front National. Par ailleurs, la présence et la montée de l'extrême

d'extrême droite. « Concernant le fascisme, en tant que Gilets jaunes on se bat pour tout le monde, le combat traverse les classes sociales et les différences culturelles, clairement nous ne sommes pas fascistes. Mais nous nous battons aussi pour les personnes qui ont des propos fascistes juste parce qu'elles sont ignorantes. Je ne pense pas qu'on

PAROLES DE GILETS JAUNES (1)

Un reportage radio intitulé « Acte XVIII. Tous complices ! », réalisé le 16 mars

donne la parole à des participants à la manifestation de l'Acte 18 du mouvement des Gilets jaunes, sur les Champs Élysées. Découverts après l'interview de Gérard Noiriel et la rédaction de cet article, les témoignages recueillis illustrent avec une précision étonnante tous les éléments abordés dans nos deux textes.

Le journaliste interroge une dame, difficilement au début. « Je peux parler mais je suis sourde, je dois regarder sur vos lèvres. Je viens à la manifestation parce que Macron considère moins les handicapés que les animaux. J'ai mal aux pattes, mais je viens. Je suis handicapée et je n'ai droit absolument à rien, ils ont baissé mon taux de handicap comme ça ils font des économies. Je ne peux pas payer mes médicaments, la seule chose dont j'ai le droit, c'est de crever. La qualité de vie en France elle ne fait que baisser. La seule chose qu'on a envie c'est de se flinguer, alors quand on voit les Gilets jaunes ça donne un peu d'espoir. Même si on va bientôt crever, qu'au moins les autres puissent se révolter et ça fait du bien de sortir dehors, de voir d'autres personnes. Il faut absolument que les handicapés se révoltent. J'ai 730 euros par mois, j'aurai 68 ans en octobre. »

Que prévoyons-nous face aux adeptes du racisme, pour lesquels nous aimerions des changements de comportements et d'idéologie ?

Les manifestations sont massivement constituées de personnes hurlant leurs conditions de vie insupportables, dont beaucoup se mobilisent pour la première fois. Clairement, la France de tous les jours se relève pour dire « ça suffit ». Cependant, plus que délicat : la présence de militants d'extrême droite dans les manifestations. Certes, il est difficile d'imaginer défiler allègrement lorsque ces derniers s'insinuent dans les cortèges, et de côtoyer dans le combat politique des individus proférant des propos racistes... Le débat semble cependant plus complexe qu'une première impression. Rappelons avant tout que la faillite ou la baisse d'influence de la gauche ont hélas souvent favo-

droite dans les pays européens ont placé un focus sur l'immigration, parfois gérée par les gouvernements à l'aide d'une rhétorique et d'actes politiques lorgnant progressivement vers l'extrême droite. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant d'observer une recrudescence du racisme au sein de la population.

Que faut-il faire ? Mettons bien entendu de côté la naïveté, mais que prévoyons-nous face aux adeptes du racisme, pour lesquels nous aimerions des changements de comportements et d'idéologie ? Dans le mouvement des Gilets jaunes, nous avons pu constater des recadrages internes face aux positionnements



PAROLES DE GILETS JAUNES (2)

doive rejeter ces personnes de manière systématique, ce sont des choses dont on doit discuter avec elles, et leur faire comprendre qu'elles ne sont pas dans le bon. Bien entendu, si le président de Nation (3) vient avec son gilet jaune, il est évident qu'il sera mis dehors. » (4) Dans ces mots de Stéphanie Servais, une voix parmi d'autres des Gilets jaunes en Belgique, pouvons-nous espérer voir des lignes bouger à ce sujet... ? Débattre avec des racistes n'est pas chose agréable, mais participer à une grande marche syndicale, par exemple, signifie également défiler avec certains individus charriant ou assumant le racisme. Les syndicalistes le reconnaissent, et mènent des luttes à ce sujet en interne. Faudrait-il pour autant stigmatiser tout le mouvement syndical ?

Le soutien des « militants traditionnels » au mouvement des Gilets jaunes est resté très discret, surtout à ses débuts. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, puisque ces mili-

tants désirent ardemment, depuis toujours, un mouvement de masse contre les inégalités sociales ; ici il y avait moyen d'aller gonfler un mou-

Dans les nuages de lacrymogènes, le journaliste interroge un couple de Parisiens auquel il annonce que le président Macron est en week-end de ski. « Aaah, mais quel mépris, avec ce qui se passe aujourd'hui ? Cette manifestation était annoncée comme une grosse manifestation, un tournant dans le mouvement et il s'en fout, il part au ski. C'est du mépris. » Son compagnon enchaîne : « Il va revenir vite fait. S'il n'y a pas de casse, ça ne marchera pas. Les gens sont cassés, d'accord ? On ne peut plus vivre. Les magasins ce n'est que du matériel. Oui, de la casse et alors ? Les êtres humains quand ils meurent ou quand ils sont malades ou quand on les casse, on ne peut plus rien en faire, donc à un moment donné il faut arrêter. (...) Si on en est là aujourd'hui c'est à cause des syndicats. S'ils faisaient leur boulot on n'en serait pas là. C'est un constat. Ce sont des gens qui sont entre le pouvoir et le peuple, pour essayer de calmer le peuple. C'est pas ça un syndicat normalement. »

vement émergeant, mais les jonctions ne se sont pas faites. « Un peu de tout » dans ce mouvement, nous disait-on ? Lorsque le cœur d'une mobilisation, son moteur principal, est représenté par l'impossibilité de joindre les deux bouts à la fin du mois, il semble évident que cette situation sociale traverse les clivages traditionnels. Par ailleurs, un mouvement social se construit sur la longueur et évolue tout au long de son existence.

Des organisations syndicales questionnées par leurs pairs

Des commentaires ont ironisé sur la couleur jaune, neutre par rapport à tout positionnement politique. Certes, pour un mouvement désireux d'éviter toute récupération, tant des partis politiques que des syndicats, la couleur jaune est pratique. Cela dit - faut-il le rappeler ? - si elle s'est imposée jusqu'à devenir un signe de ralliement, c'est avant tout par une préoccupation initiale de sécurité. Lorsqu'on part au petit matin bloquer des routes - et si l'on tient à sa vie -, il vaut mieux être visible dans la pénombre. Par ailleurs, ce gilet léger étant obligatoire dans chaque véhicule, il pouvait facilement être placé en vue, en signe de soutien.

Bloquer les routes, ralentir l'économie, sensibiliser aux conditions de vie difficiles, cela fait partie depuis toujours des modes d'actions syndicaux. Or, ici cela est mené, avec un certain soutien de la population, par

Le lecteur attentif peut lire sur le mur « Rends l'ISF d'abord ». Durant toutes les mobilisations, le rétablissement de l'impôt sur la fortune - supprimé par Macron - fait partie des revendications.



⇒ des personnes refusant catégoriquement d'être assimilées aux syndicats. Cela n'explique pas tout, mais il semble évident qu'un tel mouvement émerge aussi par l'absence criante de mouvement ouvrier et, plus largement, d'un mouvement de contestation à la mesure de la destruction systématique des acquis sociaux. Les syndicalistes ont-ils posé quelques questions à se poser. D'ailleurs, ils se posent...

Le débat en interne est plutôt difficile. Jean-François Tamellini, membre du secrétariat fédéral de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), a décrit comme très compliquées les discussions sur le mouvement. S'exprimant à titre personnel, il déclare qu'« il n'y a pas de position officielle de la FGTB mais nous sommes plusieurs, dans mon syndicat ou d'autres, à vouloir créer le dialogue pour voir que faire ensemble. J'ai un respect absolu pour celles et ceux qui veulent faire bouger les choses, qui ciblent là où ça fait mal, vers ceux qui nous enfoncent. Ce qui m'a tout de suite intéressé dans le mouvement des Gilets jaunes, c'est le mode d'action. Pourquoi, subitement, ce mouvement émerge ? Je vais le dire moi-même : c'est aussi en raison de l'incapa-

PAROLES DE GILETS JAUNES (3)

Le journaliste, à la rencontre d'un couple dont la femme est fonctionnaire et le monsieur maçon, demande si leur existence est satisfaisante avec leurs deux salaires. « Bien non, le 15 on n'a plus rien. On a quatre enfants, deux qui font des études, on a une maison, un crédit, deux voitures parce qu'on est obligés de se déplacer. Et en plus ils voudraient qu'on change de voiture, qu'on passe à l'électrique, mais on n'a pas les moyens de s'acheter une voiture neuve. C'est pour toutes ces choses-là qu'on est là. Il faut qu'ils arrêtent, il n'y a qu'eux qui ont accès à l'argent. C'est fini. On est revenu au temps des rois, alors s'il ne veut pas qu'on le guillotine, il faut qu'il arrête. »

a des fachos chez les Gilets jaunes, et là-bas on dit que les syndicats sont des pourris en raison de liens avec les partis. Il faut bouger avec ceux qui veulent bouger. Nous devons nous réinventer en termes de modes d'actions et les Gilets jaunes montrent la voie. On va devoir sortir de nos routines, sortir des autorisations en quinze exemplaires pour savoir si on peut aller de tel point à tel point. C'est dans le mode d'action selon moi qu'on va pouvoir répondre à ce que la base demande. » (6)

Le 13 février 2019, jour de grève

impôts et de la taxation. Nous l'avons entendu : « C'est quoi ce mouvement qui critique les impôts, ils sont contre la solidarité ? »

Dans un premier temps, pour réaffirmer la nécessaire solidarité, il faudrait anéantir la novlangue patronale et l'expression « charges sociales », imposée dans le langage commun à la place de « cotisations sociales ». Celles-ci permettent aux salariés de s'ouvrir des droits en Sécurité sociale et constituent donc un salaire socialisé. Les impôts et les taxes, eux, représentent des contributions censées servir la collectivité et faciliter la vie en société. Mais comme le rappelle Thierry Bodson, la perception n'est cependant pas uniquement sémantique : pour que la solidarité soit d'actualité dans une communauté, il faut un nécessaire consentement à l'impôt, conditionné à la visibilité des effets de la contribution au bien-être collectif. Or, et ce n'est nullement un scoop, les services publics ne sont pas dans une forme clinquante ; de même, la Sécurité sociale est vidée de sa substance, mesure après mesure, gouvernement après gouvernement. Tout le monde constate l'augmentation de la pauvreté ou, exemple parmi d'autres innombrables, la fermeture et le départ d'entreprises en bénéfice, après avoir pompé des aides diverses payées par l'argent public.

D'un point de vue plus pragmatique encore, consentir aux contributions à la collectivité ne peut se faire qu'après avoir pu répondre à ses besoins primaires personnels. Ces éléments peuvent sembler être des évidences, mais ils ramènent directement aux bases de ce mouvement : lorsqu'on n'arrive pas à joindre les deux bouts,

Dans un premier temps, pour réaffirmer la nécessaire solidarité, il faudrait anéantir la novlangue patronale et l'expression « charges sociales ».

cité du syndicat à répondre aux attentes du terrain. Il ne faut pas généraliser bien entendu, car sans les syndicats on retournerait au Moyen Âge à une vitesse rapide, mais nous devons nous remettre en question. »

Le responsable syndical plaide en faveur de convergences. « En France les camarades syndiqués ne sont pas nombreux (5), ça explique sans doute pourquoi les Gilets jaunes ont pris tout cet espace, et en Belgique il y a toujours un peu cette idée que les syndicats vont faire quelque chose... (...) Nous sommes, FGTB et CSC ensemble, trois millions deux cent mille affiliés, et nous ne sommes pas en capacité, comme le font les Gilets jaunes, de pouvoir viser juste. Beaucoup trouvent des alibis pour ne pas converger, chez nous on dit qu'il y

générale, le secrétaire général de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, affirme également une nécessaire autocritique interne. « Nous aurions tort de croire que tout va redevenir comme avant. Les changements qui s'opèrent touchent à la démocratie représentative et aux institutions - dont les organisations syndicales - de la société belge telles qu'on les connaît depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces "piliers" donnent aujourd'hui l'impression de fonctionner sans plus porter leurs fruits : ceux de la redistribution des richesses. Ce n'est pas tant payer ses impôts qui devient insupportable pour certains, c'est de ne plus en percevoir les effets retour. » (7) Ces propos opèrent une transition vers un autre élément de « blocage » pour certains « militants traditionnels » : la critique des

on a avant tout envie de pouvoir le faire. Ne plus pouvoir vivre dignement avec son salaire crée un inévitable repli sur soi. L'explosion sociale des Gilets jaunes résulte bien des reculs sociaux accumulés depuis des décennies, sous des gouvernements de droite comme sous d'autres, dits de gauche.

Une violence policière inouïe

Dès son départ, le mouvement des Gilets jaunes a connu, en réaction, un déploiement de violence policière gravissime. A tel point que des médecins ont pris l'initiative d'une pétition dénonçant les auteurs des blessures soignées, samedi après samedi : des contusions diverses, des membres cassés, des yeux crevés, des crânes fracassés, des mains arrachées... Le résultat de scènes de guerre, disent-ils. Tout semblait possible pour dissuader de manifester, et imposer la peur chez les personnes qui se lèvent pour réclamer une vie digne. Le message est clair : se révolter n'est pas admis. Et c'est, en outre, extrêmement dangereux.

Bien entendu des affrontements ont eu lieu, résultats d'une colère. Elle est avant tout immédiate et réactive, face au fait de se faire gazer et charger par la police alors qu'on vient exprimer son ras-le-bol. Une colère, également, accumulée face à des dé-

centennies de recul social ; elle répond à une violence du système, observable partout mais au jour le jour, parfois sans lieu ni moment aigu, sauf en cas de drame... La violence de ne pouvoir survivre avec ses revenus, lorsque d'autres se pavanent dans un luxe indécent, crée une évidente rage, amplifiée encore face à une violence policière omniprésente dans les

de grande ampleur. Comme l'expose Gérard Noiriel, « *du Moyen Âge au XX^e siècle, c'est une constante, la violence accompagne les luttes sociales* » et, toujours, les dominants font mine de découvrir la colère populaire, et la décrivent comme scandaleuse, gratuite et sans fondement ; menées par des fauteurs de troubles, des extrémistes... Outre l'expression de

La violence de ne pouvoir survivre avec ses revenus, lorsque d'autres se pavanent dans un luxe indécent, crée une évidente rage.

quartiers pauvres ou lors des mobilisations sociales. Cette violence est en augmentation croissante depuis vingt ans, en parallèle à la recrudescence de la précarité. Les graves stigmates d'une société inégalitaire ne manquent hélas pas : exclus du chômage, êtres humains à la rue, fragilités psychiatriques accrues, jeunes en décrochage intégral, etc... Tout cela est dénoncé, dans le calme, depuis des décennies. Sans effet.

Cette violence diffuse du système politique et social voit lors de moments rares sa visibilité exploser, comme ici à l'occasion d'un mouvement social

la colère, tout au long de l'Histoire, le recours à la violence dans les mouvements sociaux revêt d'indéniables dimensions tactiques et politiques.

Les médias dominants complices

A l'occasion du mouvement des Gilets jaunes, les médias, comme à leur habitude, ont utilisé à satiété le terme de « casseurs ». Les mêmes journalistes, pour décrire des scènes absolument identiques - mais se produisant loin dans le monde -, désignent pourtant ces « casseurs » par ce type de commentaires : « Des opposants au pouvoir en place ont affronté les forces de l'ordre. » Le double discours est de rigueur en fonction des enjeux. Nous aimerions voir les journalistes user d'un terme stigmatisant pour désigner les policiers dans l'illégalité, qui boxent des manifestants inertes, tirent des balles en caoutchouc en visant le visage alors que c'est interdit, matraquent en bande des manifestants inoffensifs, ou envoient des grenades lacrymogènes en pleine face vers quelqu'un qui ferme sa fenêtre, provoquant de cette manière la mort d'une dame de quatre-vingts ans... Pour la presse traditionnelle, ces individus restent des « agents des forces de l'ordre ».

Dans le mouvement, ce double langage et la focalisation sur les affrontements, pour éluder les revendications, rendent les gens enragés envers les médias. Aucun être humain n'a la violence dans ses gènes... Les journalistes se posent-ils seulement la question des raisons pour lesquelles certains brûlent des voitures pour

PAROLES DE GILETS JAUNES (4)

Les commerces

de luxe des Champs-Élysées

sont saccagés, des manifestants mangent des chocolats : « C'est offert par l'Élysée ! On a eu du chocolat, des parfums et du maquillage, et là on va avoir des chemises... » Dans ces boutiques de vêtements, la moindre chemise n'est pas disponible à moins de quatre cents euros. Les cris fusent derrière le journaliste : « Ça fait des siècles... Des siècles qu'on bosse, pour avoir ça ! » ; la foule scande « Révolution, révolution ! ». Une mère déclare : « Je suis Gilet jaune depuis le début parce que moi aussi j'ai besoin de vivre, et on ne vit pas avec ce qu'on a. Je suis fonctionnaire, je gagne 1.200 par mois, mon loyer est de 650. » Le fils enchaîne, « J'ai vingt ans, je travaille dans la sécurité, à plein temps mais pour un salaire médiocre, 900 euros. Je vis chez ma mère, je ne pourrais pas faire autrement. Voter c'est donner des votes à Macron, ça ne sert à rien. Je dis aujourd'hui : « Que Macron meure, point barre. Je ne veux plus l'entendre, je ne veux plus voir son gouvernement, je veux qu'on change de République, qu'on change tout ce qui se passe aujourd'hui. Je souhaite la mort du président qui souhaite notre mort et nous insulte à longueur de temps. Je dis aux policiers qu'ils se joignent à nous, je ne voudrais pas qu'il y ait plus de blessés de leur côté... »

⇒ se faire entendre ? Saccagent des magasins de luxe ? S'interrogent-ils sur le fait que tant de gens n'ont absolument rien à perdre ? Pourquoi des gens qui ne manifestent jamais, subitement, tolèrent qu'une voiture soit brûlée ou qu'une vitrine soit brisée sous leurs yeux ? Si l'on écoute les personnes interrogées - rarement dans les médias traditionnels, plus souvent dans les indépendants -, nombreux sont celles et ceux qui affirment que « cela aura plus d'impact ». Et ces mots n'émanent pas des émeutiers ! Les lignes semblent

« Du Moyen Age au XXe siècle, c'est une constante, la violence accompagne les luttes sociales ».

donc bouger sur les explications de cette violence, en parallèle au mépris affiché par le pouvoir. (Lire les témoignages en encadrés.)

Pour conclure sur cette question, laissons la parole à un syndicaliste français. Xavier Mathieu, délégué syndical lors du combat contre la fermeture de l'usine d'équipement automobile Continental de Clairoix, en 2009, illustre cet impact lors d'un débat télévisé sur les Gilets jaunes. Rappelant la violence de cette fermeture, et les suicides parmi les anciens travailleurs depuis leur licenciement, il s'adresse à des représentants politiques présents sur le plateau : « Vous poussez toujours les gens à bout, jusque là. Lors de notre combat, pendant six semaines, les gens de l'Etat disaient "on va vous organiser une réunion", etc. Six semaines, silence radio. On appelait les ministères, personne ne nous répondait. Alors on a pété la sous-préfecture de Compiègne... Trois heures après, le ministre annonçait les négociations. Là, ça a reculé. Pas parce qu'ils ont entendu les gens. Parce que les gens se sont mis en colère ! C'est vous qui cautionnez la violence, parce que vous attendez qu'elle arrive pour réagir aux demandes des gens. » (8)

Pour reprendre les terminologies traversant l'ouvrage de Gérard Noiriel, les tactiques de violence politique de la classe des dominés, ciblées, répondent à la violence sociale de la classe des dominants, permanente.

Panique dans les élites

Nous ne pensions pas entendre un jour parler d'insurrection et de révolution - le plus sérieusement du monde - sur une chaîne nationale française, lors d'une émission spéciale de début de soirée. Face au mouvement des Gilets jaunes, au-delà du choc des mobilisations successives, le constat s'est imposé d'un pouvoir français avec un genou posé à terre, à la fin de l'année 2018. La raison de la peur qui a saisi les élites est bien l'ampleur inattendue du mouvement, et la force de l'émeute. La peur, pour un moment, a changé de camp, « pas celle de perdre un scrutin, d'échouer à "réformer" ou de voir fondre ses actifs en Bourse. Plutôt celle de l'insurrection, de la révolte, de la destitution. Depuis un demi-siècle, les élites françaises n'avaient plus éprouvé pareil sentiment. Samedi 1er décembre 2018, il a soudain glacé certaines consciences. "L'urgent, c'est que les gens rentrent chez eux", s'affole la journaliste-vedette de BFM TV Ruth Elkrief. Sur les écrans de sa chaîne défilent les images de « Gilets jaunes » bien déterminés à arracher une vie meilleure ». (9)

Nous pouvons carrément parler de peur panique. Une journaliste du quotidien *L'Opinion*, proche du patronat, révèle sur un plateau de télévision à quel point la bourrasque a soufflé fort : « Tous les grands groupes vont distribuer des primes, parce qu'ils ont vraiment eu peur à un moment d'avoir leurs têtes sur des piques. Ah oui, les grandes entreprises, quand il y avait le samedi terrible, là, avec toutes les dégradations, ils avaient appelé le patron du Medef (Mouvement des entreprises de France, équivalent français de la Fédération des entreprises de Belgique - FEB), en lui disant : "Tu lâches tout ! Tu lâches tout, parce que sinon..." Ils se sentaient menacés, physiquement. Assis à côté de la journaliste, le directeur d'un institut de sondage évoque à son tour "des grands patrons effectivement très inquiets", une atmosphère "qui ressemble à ce que j'ai lu sur 1936 ou 1968". Il y a un moment où on se dit : "Il faut savoir lâcher des grosses sommes, plutôt que de perdre l'essentiel." » (10)

Nous verrons jusqu'où ira le mouvement des Gilets jaunes, mais ce

Dès la première manifestation, le mouvement a dû faire face à une violence policière inouïe.



PAROLES DE GILETS JAUNES (5)

Un jeune

homme raconte.

« Je viens d'Avignon, 700 kilomètres. J'étais déjà venu à l'Acte III, j'ai pris un flash-ball dans la gueule, j'ai perdu quatre dents. C'est pour ça qu'on est toujours là, et puis qu'on ne va pas lâcher parce que les violences policières, avec une impunité totale, ça va bien quoi... Un flash-ball dans le visage, onze points de suture, quatre dents en moins. Je suis venu dans ce mouvement contre l'injustice sociale. Contre l'injustice tout court. J'en ai marre. Je suis fonctionnaire, donc on me dit que je dois être exemplaire, avoir un casier judiciaire vierge et j'aimerais bien que ça s'applique à tous les fonctionnaires. Y compris les hommes politiques. Je fais partie de la classe moyenne, je vis plutôt bien, je gagne 2.100 euros par mois, je suis pompier professionnel. Je soutiens la République, l'ordre et tout ça, mais pas celle-là. Il faut passer à un autre système et ils ne veulent pas l'entendre. Il faut passer à un système qui redistribue plus. Il y a 1 % qui se gave et se surgave, et puis il y a les gens qui galèrent. C'est une réalité. Jusqu'à présent ceux qui galèrent, on ne les prenait pas en compte et, depuis le 17 novembre c'est eux qu'on voit. On les voit, là, en ce moment. On les entend là... »
A ce moment, la foule scande en hurlant « Macron démission ».

individualisation des problèmes sociaux, cela ne représente certainement pas un détail.

Face à ce mouvement protéiforme, les avis sont et resteront sans doute nuancés. Quoi qu'il en soit, quoi qu'on en pense et quoi qu'il advienne - le meilleur ou le pire, accompagnés de toutes les nuances possibles -, un élément fondamental représente un fait historique : en quelques semaines, le mouvement des Gilets jaunes a placé la question des inégalités sociales au centre du débat public. Jusqu'à paniquer les élites. Un fait social tellement rare qu'il mérite d'être souligné... en jaune. □

(1) Invité par l'Institut Marcel Liebman, Gérard Noiriel était présent du 25 au 28 février à l'Université Libre de Bruxelles pour un cycle de conférences intitulé « *Histoire populaire de la France : des 'Croquants' aux 'Gilets jaunes'* ». Plus d'informations sur : www.institut-liebman.be.

Nous ne pensions pas entendre un jour parler d'insurrection et de révolution - le plus sérieusement du monde - sur une chaîne nationale française



type de soulèvement est appelé à se redéployer d'une manière ou d'une autre, dans un monde où la précarité organisée s'étend toujours plus. Cependant, un acquis peut d'ores et déjà être acté : une modification de la société par de nombreux parcours de vie infléchis, beaucoup sortant à cette occasion de l'inertie et de la fatalité. Découvrant l'action politique, la contestation et l'expérience du rapport de forces, les personnes mobilisées décrivent des changements personnels profonds : elles disent avoir renoué avec une vie sociale, avoir quitté leur smartphone avec plaisir, pour « parler en vrai », ou encore s'être extirpées d'une retraite précaire et isolée... D'autres exposent qu'auparavant ils ne se renseignaient pas trop, aujourd'hui ils prennent le temps de lire : d'autres journaux, des textes de loi, la Constitution française... Ils désirent comprendre, réellement, l'actualité et le monde ; savoir où, quand, et comment ils sont floués par l'élite. La société et les individus ont changé, le « mouvement des ronds-points » a recréé du lien social et, dans une époque d'extrême

(2) « *Gilets jaunes : Macron affirme l'inverse de ce que disent ses services de renseignement* », Matthieu Suc, *Médiapart*, 8 mars 2019.

(3) Le Mouvement Nation est un groupe belge d'extrême-droite, qui se mue parfois en parti en déposant des listes aux élections. Créé et présidé par Hervé Van Laethem, il existe depuis l'été 1999.

(4) Débat : « *Gilets jaunes et syndicats : vers une convergence des luttes ?* », avec Jean-François Tamellini (secrétaire fédéral FGTB) et Stéphanie Servais (Gilet jaune) organisé par ATTAC Bruxelles, 6 février 2019.

(5) En 2015, la France connaissait un taux de syndicalisation de 7,9 %, la Belgique était alors à 54,2 %.

(6) Idem note 4.

(7) « *Le fond de l'air est rouge, vert, jaune... et jeune* », Carte blanche parue dans *Le Soir* le mercredi 13 février 2019.

(8) « *Sortir de la crise* », débat spécial Gilets jaunes, BFM TV, 5 décembre 2018. Xavier Mathieu a participé au scénario du film « *En guerre* » de Stéphane Brizé, avec Vincent Lindon, sorti en 2018. Ce film interroge cette question de la violence des deux parties.

(9) « *Luttes de classes en France* », Serge Halimi et Pierre Rimbart, *Le Monde Diplomatique* n° 779, février 2019, page 1.

(10) « *L'info du vrai* », Canal Plus, 13 décembre 2018, cité par Serge Halimi et Pierre Rimbart, voir note 9.